

Discours de Paul-Henri Spaak et Guy Mollet sur la C.E.D. (Paris, 5 mars 1954)

Légende: On 5 March 1954, French socialist politician Guy Mollet and Belgian socialist statesman Paul-Henri Spaak speak at a meeting held by the Mouvement Démocratique et Socialiste pour les États-Unis d'Europe (Democratic and Socialist Movement for the United States of Europe — MDSEUE) in Paris. Their addresses summarise their positions on the European Defence Community (EDC) and the EDC Treaty, especially regarding the creation of a European army, disarmament, the defence and security of Europe, and the integration and reunification of Germany. Both addresses reveal examples of overlapping initiatives and constraints on the path towards European integration.

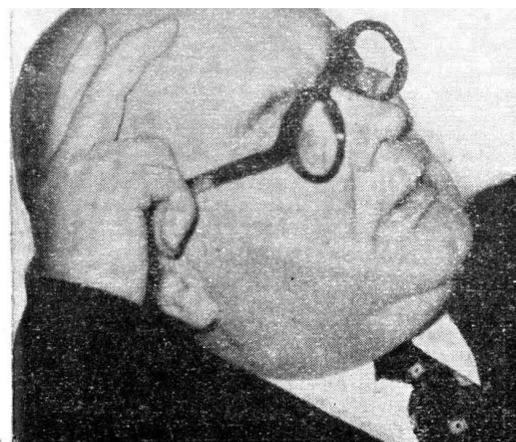
Source: Mouvement démocratique et socialiste pour les États-Unis d'Europe. P.-H. Spaak et Guy Mollet devant la C.E.D. Discours prononcés le 5 mars 1954, à la Salle des Horticulteurs à Paris, Historical Archives of the European Union 2013, Villa Salviati – via Bolognese 156, I-50139 Firenze – Italy, AD 000045, 05.03.1954, 41 p.

Copyright: Archives historiques de l'Union européenne

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_paul_henri_spaak_et_guy_mollet_sur_la_c_e_d_paris_5_mars_1954-fr-3e2d6021-0873-486a-97c7-378b8c86dd66.html

Date de dernière mise à jour: 05/12/2013

MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIALISTE POUR LES ETATS-UNIS D'EUROPE



P.-H. SPAAK
ET
GUY MOLLET
DEVANT LA C.E.D.



LE MOUVEMENT DEMOCRATIQUE ET SOCIALISTE POUR LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

● Fondé à Londres en février 1947, le M.D.S.E.U.E. s'est donné pour tâche de rassembler tous les hommes de gauche de l'Europe pour bâtir une Europe libre, démocratique, en marche vers le socialisme.

● Dans ses Congrès européens de Paris (1947-1948-1949), Strasbourg (1950), Francfort (1952), Liège (1953), le Mouvement socialiste s'est prononcé sur les grands problèmes européens : création et organisation de l'Autorité européenne du Charbon et de l'Acier dont il a lancé l'idée, nécessité d'une Autorité politique supranationale qu'il a toujours soutenue, création d'une armée européenne qu'il a courageusement acceptée, organisation d'une communauté avec les peuples africains.

● Rassemblant socialistes et démocrates, le M.D.S.E.U.E. constitue la « gauche » du Mouvement Européen dont il fait partie ; son ambition est de promouvoir un grand mouvement groupant les hommes épris de justice sociale, constituant ainsi la force sociale décisive de l'Europe.

● L'organisation française rassemble des militants de la S.F.I.O., du M.R.P., du parti Radical-Socialiste, de la Jeune République, des membres des syndicats libres, des universitaires, mais aussi des jeunes, des techniciens, des inorganisés qui veulent combattre pour la création d'une démocratie européenne, économique et sociale. A la tête du Mouvement français, un Comité national est formé des représentants de ces divers courants d'opinion ; les comités régionaux et départementaux sont constitués à l'image du Comité National.

Permanence nationale du M.D.S.E.U.E.
19, rue de Lille, Paris-VII^e Tél. LIT. 76-79

transmis par
**L'Organisation Française
du Mouvement Européen**
33, Rue Jean-Coujon-PARIS 6^{ème}
Tél. ELYsées 05.33

P.-H. SPAAK ET GUY MOLLET DEVANT LA C. E. D.



*Discours prononcés le 5 Mars 1954,
à la Salle des Horticulteurs à Paris*

ALLOCUTION DE GÉRARD JAQUET

Mes chers Amis,

Le Mouvement Démocratique et Socialiste pour les Etats-Unis d'Europe organise ce soir une réunion d'information consacrée aux problèmes de la construction européenne et plus particulièrement à l'étude du problème d'actualité, si difficile et si complexe de la Communauté Européenne de Défense.

En organisant cette réunion, nous avons demandé le concours de deux amis parmi les plus qualifiés : **Guy Mollet** et **Paul-Henri Spaak**.

Il serait malséant de tenter de vous les présenter, car vous les connaissez fort bien tous deux. Vous appréciez leur autorité et leur compétence, et vous admirez leur talent. Je me contenterai donc de les remercier très sincèrement d'avoir, malgré leurs multiples occupations, répondu très amicalement à notre invitation.

Mes chers amis, sur la route de la construction de l'Europe, nous sommes arrivés à une étape difficile. Nous voyons, en effet, se dresser contre nous une très curieuse alliance, inspirée et dirigée par le Parti Communiste. Le Parti Communiste montre, une fois de plus, en la circonstance, qu'il n'est qu'un instrument docile de la diplomatie soviétique. La Russie des Soviets sait fort bien qu'une Europe unie permettrait enfin d'atteindre une prospérité véritable et durable, et qu'elle serait dans un monde toujours périlleux, un puissant facteur de paix. Dans cette Europe pacifique et prospère, le bolchevisme n'aurait plus de raison d'être et

c'est ce qui explique essentiellement l'opposition violente du monde soviétique à nos conceptions.

Nous voyons le Parti Communiste et ses nouveaux alliés, s'opposer violemment à la politique de construction de l'Europe, essayer d'empêcher la France de suivre une politique européenne constructive. Et c'est ainsi que le Parti Communiste, pour arriver à ces buts, s'efforce de rassembler tous les anti-européens, quelle que soit leur origine politique.

Quels sont ceux qui aujourd'hui répondent à ses appels ?

Tout d'abord, bien entendu, les neutralistes, qui ne sont que trop souvent des communistes camouflés. Egalement les représentants d'un patronat conservateur et rétrograde, qui sont contre l'Europe pour des raisons que je préfère ne pas qualifier. Enfin, les nationalistes attardés qui raisonnent aujourd'hui comme on raisonnait au lendemain de la guerre de 1870, et qui ont l'illusion que la France, la France seule, peut encore imposer sa volonté, sa domination à l'Europe et au monde.

Pour notre part, nous sommes bien décidés à continuer notre dur combat contre la politique néfaste du Parti Communiste, et contre la politique néfaste de ses nouveaux alliés.

Mais, par contre, certaines hésitations et certaines appréhensions ne peuvent nous laisser insensibles. Des amis aujourd'hui viennent nous dire : « Oui, sans doute nous sommes pour la construction de l'Europe, mais nous sommes inquiets. Nous sommes inquiets devant les réticences de la Grande-Bretagne. Nous sommes inquiets devant la renaissance rapide du nationalisme allemand. Nous sommes inquiets parce qu'on a commencé la construction de l'Europe sur le plan militaire, alors qu'en toute logique on aurait dû la commencer sur le plan politique et sur le plan économique, et c'est pour cela que nous sommes hésitants. » Je le répète, ces inquiétudes et ces hésitations, dans la mesure où elles sont vraiment sincères, dans la mesure où elles ne sont pas un alibi trop commode pour cacher la volonté de s'opposer à la construction de l'Europe, ne peuvent nous laisser indifférents, et c'est pour tenter d'apaiser certaines appréhensions que nous avons organisé la réunion de ce soir.

Si, après cette réunion nous avons réussi à dissiper certains malentendus, certaines équivoques, certaines appréhensions, nous nous estimerons pleinement satisfaits.

Mais j'arrête là mes quelques réflexions, car vous avez certainement hâte d'entendre nos deux amis, et je passe tout de suite la parole à **Guy Mollet**.

EXPOSE DE GUY MOLLET

Citoyens, Citoyennes, mes Camarades,

Je suis heureux de l'initiative qui a été prise par le M.D.S.E.U.E., heureux d'une occasion comme celle-ci pour faire connaître à nos camarades de la Seine, aux sympathisants de la Seine, et aussi aux curieux, ce qu'est réellement la position du Parti Socialiste sur les problèmes de l'heure, car malheureusement lorsque l'on est condamné à se faire une opinion sur la position de notre Parti à travers la presse dite « grande », trop souvent on a des idées fausses de ce que nous voulons et des raisons de notre action.

L'EUROPE A TRAVERS LE PROBLÈME MILITAIRE CE N'EST PAS L'EUROPE

Je voudrais d'abord manifester un regret. Au moment où nous parlons de construction européenne, au moment où nous essayons d'amener à nous l'ensemble de la population, et plus particulièrement les jeunes, il est invraisemblable, il est regrettable, plus même que je ne saurais le dire, que nous soyons amenés à parler de l'Europe à travers le problème militaire.

Si nous avons tous, Socialistes, ce regret, c'est en effet que nous constatons actuellement combien l'opinion s'est tout à coup intéressée à l'idée européenne, soit pour être pour, soit pour être contre, uniquement à partir du moment où on a parlé d'une armée européenne, alors que pendant les années précédentes personne ne semblait y prêter attention. Pourtant, nous avions au nom de nos Partis respectifs déjà engagé l'action : il faut que chacun sache que même si le problème de la défense ne se posait pas, que même le jour où le problème de la défense ne se posera plus, le problème de l'Europe, lui, continuera toujours à se poser.

Car les problèmes nationaux que nous ne pouvons justement pas résoudre sur le plan national et qu'il nous faut étendre au plan international, ce ne sont pas seulement ceux que pose la défense, c'en est des quantités d'autres. Mais ce soir, je vais m'abandonner, comme tout le monde, à l'actualité, en ne parlant presque que de cet aspect de la défense.

LE PARTI SOCIALISTE VEUT LA PAIX

Je voudrais bien ne pas commencer ex abrupto par vous dire : voilà ce qu'il y a dans le Traité... voilà pourquoi nous sommes en partie pour... en partie contre... je voudrais tout de même essayer de replacer la question dans un contexte général. Je voudrais commencer par vous dire quelle est la conception générale du Parti Socialiste, et surtout de ce qui nous trouve tous unanimes dans l'organisation de la paix.

Il y a d'abord un certain nombre de thèmes sur lesquels nous sommes tous d'accord, et sur lesquels il est vraiment vain d'essayer de nous diviser, car tout ce qui dans le monde concourt à l'amélioration de la condition économique et de la condition sociale, par là même concourt au rétablissement de la paix, et en conséquence la course aux armements, avec son cortège de misère est dangereuse pour la paix.

Nous sommes tous d'accord pour dire que les seules solutions dans un monde divisé, dans un monde encore dominé et par le capitalisme, et par l'impérialisme, que les seules solutions, ce sont : la négociation entre les peuples, l'acceptation de l'arbitrage, l'acceptation de la sécurité collective et, essentiellement, l'acceptation du désarmement général, simultané et contrôlé dans tous les pays.

Nous sommes tous d'accord, et au risque d'en étonner certains, je dirai très volontiers qu'il y aura unanimité absolue dans le Parti Socialiste pour dire : on ne parlera plus de Communauté de Défense, ni de tout cela, le jour où les Russes, entre autres, accepteront les propositions qui sont faites pour le désarmement général, simultané, dans tous les pays sans exception.

Car il est bien évident que ce jour-là la première des mesures de désarmement, ce sera de ne pas réarmer l'Allemagne.

Mais nous n'en sommes pas là !... Et c'est en face d'une situation précise qu'il faut se placer.

Il y a encore un ou deux principes de base que je voudrais énoncer.

Il fut de tous temps, de par le monde, des hommes distincts de nous qui avaient en ce domaine la même action que la nôtre. A côté de nos anciens comme Jaurès et Blum, ce furent les Briand, les Jouvenel, qui affirmèrent : pour assurer la paix, il est absolument indispensable qu'aucun pays de par le monde ne puisse croire qu'il est libre d'assurer par la violence la satisfaction de ses différentes ambitions, même s'il les croit légitimes et absolument indispensables ; également que tous les pays du monde

sachent qu'à partir du moment où ils auront recours à la force, ils trouveront en face d'eux la force et la sanction. Inversement, je dirai plutôt corollairement, il faut que chacun sache de la même façon se garantir lui aussi contre une agression.

Y A-T-IL DU CÔTÉ RUSSE VOLONTÉ D'EXPANSION

En l'état actuel des choses, si nous considérons la Russie, il faut se poser en commun, et chacun ensuite individuellement, une question : y a-t-il du côté russe volonté d'expansion ? On peut discuter pour savoir s'il y a du côté russe volonté d'agression. On a le droit de se demander si les Russes ont l'intention de recourir à la guerre pour atteindre leur but. En ce qui me concerne, parlant en mon nom personnel, j'ai souvent été amené à dire que je ne croyais pas que la Russie songeait à la guerre comme un des moyens pour atteindre ses buts, non pas que je croie qu'elle répudie ce moyen — elle a dit à maintes reprises que c'était un moyen comme un autre — mais parce que le rapport des forces dans le monde ne serait vraisemblablement pas en la faveur des Russes sur le plan économique, et ils le savent, et puis surtout parce qu'ils n'ont pas eu besoin de ce moyen jusqu'à ce jour pour atteindre leurs buts, parce qu'ils ont pu longtemps satisfaire leurs fins expansionnistes exactement avec les méthodes qu'avait appliquées Hitler entre les deux autres guerres.

Là, je dois avouer une chose, c'est que j'ai toujours une véritable surprise, je suis toujours sincèrement abasourdi quand j'entends des hommes aujourd'hui nous dire : « Une Communauté de Défense ? Contre qui ? Qui vous menace ? » ou nous demander, et certains sincèrement : « Mais qu'avez-vous donc à craindre ? Les Russes ne demandent rien... ». Je suis complètement abasourdi. Nous sommes en 1954, depuis 1945, les Etats Baltes, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, pendant un temps la Yougoslavie, et jusques et y compris cette superbe Tchécoslovaquie, cette terre de liberté par excellence, tous ces pays sont tombés sous le joug russe. De l'autre côté... la Mongolie, la Mandchourie, la Chine..., jusqu'à la guerre de Corée !... Et des gens se demandent si la Russie des Soviets est expansionniste !...

Ah ! que des hommes se demandent si elle est révolutionnaire, que des hommes se demandent si elle a l'intention d'utiliser ses forces à ses fins révolutionnaires, je le conçois, mais il y a une question qu'on n'a plus le droit de se poser, c'est de savoir si elle est ou non expansionniste. Elle l'a démontré. Alors, il est absolument nécessaire que face à cette menace, même si nous avons de la liberté des conceptions différentes, et si nous devons

Nous avons éprouvé du côté de l'Angleterre pendant longtemps d'immenses difficultés. Qu'il me soit permis de dire que le changement de l'attitude du Labour Party, par exemple, depuis quelques jours, est de nature à satisfaire un certain nombre d'entre nous. Ce que je veux constater, c'est que dans cette tentative de construction de l'Europe, nous rencontrons toujours la même pierre d'achoppement ; qu'il s'agisse de la Grande Europe, ou des autorités spécialisées limitées à six, ou de la Petite Europe comme certains disent, chaque fois l'on achoppe sur la même question : **le problème allemand.**

Ce problème, il faut avoir le courage de l'aborder franchement. Il existe ce problème. Ils sont là, les cinquante et quelques millions d'Allemands, et déjà ils ont repris sur le plan économique une place de tout premier plan. Ils sont là, avec ou sans marché commun. Ils sont là, avec ou sans Communauté de ceci ou de cela.. Ils sont là et ils sont devenus des concurrents redoutables pour n'importe quelle industrie mondiale. Ils sont là, et nous avons à tenir compte de leur présence.

QU'ENTEND-ON PAR "NEUTRALISATION" DE L'ALLEMAGNE ?

Comment régler le problème allemand ? Que nous offre-t-on pour régler le problème allemand ?

Les uns nous disent : « C'est simple, il faut maintenir l'Allemagne démilitarisée sous la tutelle. » Ce n'est pas le problème essentiel, vous savez, de savoir si l'Allemagne sera militarisée ou démilitarisée. Le problème essentiel est de savoir si elle sera neutralisée ou non neutralisée, et je voudrais bien qu'on ne joue pas sur les mots. On a laissé croire à la France, à l'opinion française, que parler de neutralisation sous-entend le désarmement. Rien n'est plus faux. Il peut y avoir une neutralisation désarmée. Il peut y avoir aussi bien une neutralisation armée. Il y a dans le monde et en Europe des pays comme la Suède et comme la Suisse, traditionnellement neutres, et qui ont des armées importantes, particulièrement la Suède. Et quand la Russie et les neutralistes français vous parlent de la neutralisation de l'Allemagne, ils se jouent de vous en vous laissant entendre que les Russes proposent une Allemagne démilitarisée. En réalité, le problème essentiel pour nous, c'est de faire que l'Allemagne ne soit pas maîtresse de sa destinée. C'est pourquoi, **en face de la neutralisation, nous mettons l'intégration de l'Allemagne.**

Nous voulons en Allemagne faire confiance aux éléments qui essaient d'entraîner la démocratie. Nous voulons les y aider. Nous

ne voulons pas avoir à céder à un dictateur demain ce que nous aurions refusé à une république qui essaie de naître.

D'ailleurs, les démocrates allemands vous le disent tous, si demain on leur redonnait les attributs de la souveraineté, y compris une armée allemande souveraine et un état-major, ils craindraient que la démocratie renaissante en Allemagne et balbutiante, ne finisse par succomber. C'est la raison pour laquelle nous voulons l'intégrer à un cadre plus grand qu'elle-même, dans lequel elle ne sera pas seule à dicter, à prendre des décisions, mais dans lequel bien sûr elle participera à égalité à la prise des décisions.

En échange de cette politique-là, que nous oppose-t-on ? La neutralisation ? Eh bien, parlons-en. L'Allemagne maîtresse de ses destinées, l'Allemagne neutre, armée ou désarmée, qu'est-ce que cela signifie ? Cela veut dire une Allemagne qui dans cinq ans, ou dans dix ans, sera tentée de faire avec la Russie, fût-elle des Soviétiques, un nouveau pacte germano-soviétique.

UN NOUVEAU PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE EST-IL POSSIBLE ?

Il faut prendre les problèmes dans leur réalité, et d'abord les problèmes économiques. Quiconque s'est intéressé à l'économie de l'Allemagne sait bien que les débouchés classiques de l'économie allemande, c'est le Sud-Est européen ; que les marchés traditionnels de l'Allemagne, c'était l'Est de l'Europe. Et l'Allemagne ne peut avoir qu'intérêt à retrouver ces débouchés. Hitler appelait cela son espace vital.

La Russie de son côté a intérêt à ouvrir ces débouchés, ce marché à l'Allemagne, car le jour où l'Allemagne viendrait la relayer dans l'équipement de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie ou de la Hongrie, elle rendrait à la Russie le plus grand des services. Celle-ci, au lieu de fournir difficilement ce qui lui est demandé dans ces pays de l'Est européen, pourrait à la place équiper la Chine qui le lui demande mois après mois, et aux demandes desquelles la Russie ne peut pas répondre. Les intérêts russes et allemands seraient concordants dans ce domaine.

Sur le plan politique, quel est le rêve classique de tout Allemand moyen ? et même si nous sommes nous, mis en danger par ce rêve, je dis que nous devons le comprendre. Le rêve classique de tout Allemand, c'est de réunifier les deux parties de l'Allemagne actuellement occupée, l'une par les trois de l'Ouest, l'autre par les Russes.

Si l'on imaginait que le courage et le dévouement de tous les alliés avaient été insuffisants et que la France eût perdu la guerre, et que la France soit toujours coupée en deux, les Français auraient tous au cœur le souci d'unifier leur pays. Les Allemands ont ce souci au cœur. Mais alors, posez-vous la question : si l'Allemagne est maîtresse de ses destinées, si l'Allemagne est neutre, si l'Allemagne est libre, demain, de choisir quel est le pays qui peut lui offrir son unité sans avoir rien à lui demander à la place ? Quel pays, sinon la Russie ?

La Russie peut offrir à l'Allemagne la zone qu'elle occupe actuellement. Elle peut même lui offrir les territoires actuellement occupés par les Polonais ou par les Tchèques... Qui empêcherait les Russes de le faire ? Les Polonais ou les Tchèques ? Est-ce qu'on n'a jamais vu la Russie tenir compte des préoccupations des peuples qu'elle occupe ?

La Russie pourrait donc le faire, et le jour où un nouveau pacte germano-soviétique serait signé, ce serait probablement la fin de la paix pour l'ensemble du monde. Mais c'est avec certitude la fin de la liberté pour l'Europe. Le jour où la coalition russo-allemande se ferait sur le Rhin, eh bien, les jeunes gens courageux qui se trouvent présents ici, se retrouveraient peut-être encore à côté de nous pour se battre avec nous pour la défense de la liberté.

C'est à cause de cela que dans le Parti unanimement nous avons dit « non » à la neutralisation de l'Allemagne. C'est pour cela que nous avons dit : il faut absolument empêcher la neutralisation, et pour l'empêcher, il n'y a pas d'autre méthode que l'intégration.

LA C.E.D. OU L'ARMÉE ALLEMANDE AUTONOME

L'intégration, cela devrait être l'intégration économique, mais on a posé le problème de l'intégration militaire. Eh bien, là encore, parlons net.

Je vous disais en débutant : « Ah, si l'on obtenait le désarmement général ; quel soulagement pour tous ! » Commencer le désarmement général par ne pas armer l'Allemagne, bravo... Mais non, nous savons qu'il va y avoir une participation allemande, nous le savons tous, et quiconque dit le contraire, ou bien est un naïf ou bien, s'il tient un rôle important, ment sciemment.

Les Américains ont peut-être parlé sur un ton qui n'est pas de règle dans la diplomatie internationale, un ton déplaisant aux oreilles des Européens, mais enfin, ils ont dit en clair, qu'il y aurait ou une Communauté de défense, ou une armée autonome.

C'est sûr. S'il n'y a pas une Communauté de Défense, il y aura une armée allemande autonome. Et les braves gens qui croient le contraire avec les lecteurs de l'« Humanité », qui s'imaginent que les Russes sont contre l'armée allemande, sont victimes d'un abus de confiance.

Tous les Français devraient avoir lu, au moins une fois, la note du gouvernement russe du 10 mars 1952, note du gouvernement russe au gouvernement de l'Allemagne Occidentale, note dans laquelle la Russie dit sans ambages : « Nous vous proposons à vous, Allemands de l'Ouest, l'unité de l'Allemagne. Nous vous disons : vous aurez le droit d'avoir une armée, une marine, une aviation. » Je dois être le plus honnête possible, à Berlin il y eut un petit correctif : « Oui, une armée allemande, ou une aviation, mais elle sera limitée et contrôlée. » Cela ne vous rappelle rien ? J'en prends à témoins les anciens de la guerre 1914-1918. Cela vous rappelle quelque chose : le contrôle après Versailles. Qui peut croire à cette forme de limitation ? Nous savons bien, nous, que c'est un leurre. Mais les Russes ajoutent : « réintégration de tous les anciens S.S. et de tous les anciens nazis ». C'est écrit en toutes lettres dans la note. Je n'invente rien. Nous la tenons à votre disposition. Ils n'y mettent qu'une condition : c'est que l'Allemagne ne puisse jamais appartenir à un organisme quelconque des anciens alliés et dirigé contre l'U.R.S.S., c'est-à-dire que l'Allemagne reste neutre, reste, comme je le disais il y a un instant, libre de signer dans cinq ans ou dans dix ans, un nouveau pacte germano-soviétique.

A cela, il faut que nous répondions « non ». C'est la raison pour laquelle nous avons un jour donné notre accord au principe d'une Communauté Européenne de Défense, nous réservant de juger le Traité plus tard.

LE PARTI SOCIALISTE DEVANT LE TRAITÉ DE LA C.E.D.

Maintenant, il va venir devant notre Parti, et nous aurons à apprécier ce Traité. D'accord sur le principe, mais que vaut à nos yeux le Traité ? Nous prononcerons-nous pour ou contre la ratification ?

J'avoue que je suis toujours étonné quand aujourd'hui des hommes peuvent répondre oui ou non à la question que je pose, est-ce que le Parti Socialiste se prononcera pour la ratification ? est-ce qu'il se prononcera contre ?

Les camarades du Parti m'ont fait l'honneur de me faire Secrétaire Général, mais en vérité j'ignore si nous nous prononcerons pour ou contre.

Nous estimons que le Traité tel qu'il est écrit est insuffisant. Nous estimons que le Traité a besoin d'être complété.

Pourquoi ? D'abord parce que le fait qu'il n'y a que six pays à avoir accepté ce Traité permet à l'Allemagne d'y jouer un rôle que nous considérons comme trop important. Encore qu'il ne faille pas avoir peur pour son pays, quand on se dit nationaliste, tellement de mépris. Compte tenu du rapport réel des forces, nous disons que ce dont nous avons surtout besoin, nous le disons en face, même si on nous accuse après d'une anglophilie malade, c'est de la **présence anglaise**. Nous voulons que la Grande-Bretagne soit, sinon partie entière dans la Communauté, au moins associée d'une façon étroite. Il faut qu'il y ait un traité d'association. Nous en avons besoin, non pas seulement sur le plan militaire, mais parce que l'Angleterre est une vieille démocratie et que les nouvelles institutions ont besoin de garder un caractère démocratique. Et aussi parce que le peuple anglais aime la paix et l'a prouvé.

Souvent en France on oublie, on a trop tendance à oublier. Il y a des heures où on se demande s'il y a des hommes qui n'auraient pas pris à leur compte la formule de Pétain « le Français a la mémoire courte ». Souvent en France, ces gens qui se croient communistes, quand ils parlent de la dernière guerre, veulent qu'on envisage que l'héroïsme de l'armée rouge. Nous sommes un certain nombre chez les socialistes à ne pas avoir oublié que dans le combat clandestin on était heureux chaque fois qu'une victoire russe nous était annoncée à la radio clandestine.

Nous n'avons rien oublié ! Cela ne nous empêche pas de prononcer un jugement sur la politique du gouvernement soviétique.

En ce qui concerne l'Amérique, nous n'avons pas non plus oublié que sans son immense effort et sans son intervention, nous ne serions pas libres. Mais il y a un pays à qui nous tirons notre chapeau. Si de juin 1940 à juillet 1941, alors que la France était asservie, alors que l'Europe était tombée sous la botte allemande, s'il n'y avait pas eu, l'Angleterre, aujourd'hui on ne pourrait pas parler librement. Nous avons besoin encore de cette présence, et c'est une des trois conditions qu'a mises le Parti Socialiste.

Il y en a une seconde, qui est une **garantie américaine**.

Et il y en a une troisième très importante. Nous avons besoin que la **Communauté de Défense**, parce que c'est un organisme militaire, **soit soumise à un contrôle démocratique**, un contrôle civil. Je vais prendre un exemple précis. Nous avons, par exemple, dans le parti français, voté pour le pool charbon-acier, et pour-

tant, nous ne sommes pas satisfaits, et nous ne l'étions pas au moment où nous l'avons ratifié, du contenu du traité, car il y a une autorité supranationale avec des pouvoirs réels, mais cette autorité n'est pas suffisamment responsable devant un parlement international. Nous sommes ici trois membres de ce parlement, deux simples membres et notre ami Spaak, le président de l'Assemblée commune du charbon et de l'acier.

Je n'hésite pas à dire que l'Assemblée que nous avons réussi à obtenir n'a pas les pouvoirs de contrôle que nous voudrions qu'elle ait. Mais si nous l'avons accepté en ce qui concerne le charbon et l'acier, c'est parce qu'alors en Europe il n'y avait justement — et la C.E.C.A. a à peine un an d'existence — aucune planification européenne; tout était livré à la loi de la jungle, des trusts et des cartels. Nous avons préféré une planification même insuffisamment contrôlée à pas de planification du tout. Nous pouvions accepter cela quand il s'agissait du charbon et de l'acier, mais pas quand il s'agit de l'armée. On ne peut pas l'accepter s'il s'agit de la paix, de la vie et de la liberté des nations. C'est la raison pour laquelle nous avons posé comme condition qu'il faudra des organismes qui soient responsables, et responsables devant une Assemblée, une Assemblée élue au suffrage universel.

COMMENT LES MILITANTS SOCIALISTES CHOISIRONT

Il me reste à expliquer comment le Parti Socialiste va prendre sa décision. Cela va étonner ceux qui ne sont pas des démocrates. Voici comment nous allons faire. Nous avons déjà envoyé dans toutes les Fédérations, c'est-à-dire dans tous nos départements, le texte du Traité de la Communauté de Défense en entier, et je vous l'affirme, il y en a pas mal dans cette salle qui le critiquent sans jamais en avoir lu la moitié d'une ligne. Chacun aura le texte. Ensuite, dans chaque section, c'est-à-dire dans chaque ville, la section socialiste recevra un bulletin dans lequel on trouvera une analyse du Traité faite par ses partisans comme par ses adversaires. Et enfin, adversaires et partisans défendront à l'intérieur de ce bulletin toutes les thèses pour et contre qu'ils voudront. En plus de cela, nous invitons tous nos camarades de toutes nos sections et de toutes nos Fédérations à tenir chez eux une réunion contradictoire entre les adversaires et les partisans de la C.E.D.

Après cela, un deuxième bulletin, dans les mêmes conditions, avec exactement les mêmes méthodes, et ce n'est qu'alors que les sections se réuniront et choisiront les délégués pour les Fédé-

raisons, que les Fédérations se réuniront et choisiront leurs délégués qui viendront au Congrès, où ils voteront.

Je vous demande si vous connaissez beaucoup de Partis en France qui aient un tel souci de démocratie.

C'est là-dessus que je termine. Pour ceux qui ne sont pas membres du Parti, vous savez maintenant quelle est notre position.

*
**

Le PRESIDENT. — Mes chers Amis, nous avons tous écouté avec beaucoup d'attention, le magnifique discours de Guy Mollet, qui nous a certainement permis de mieux comprendre certains aspects particulièrement complexes de la situation internationale.

Maintenant, je passe la parole à Paul-Henri Spaak.

EXPOSE DE P.-H. SPAAK

Mesdames, Messieurs, chers Camarades,

En commençant mon intervention, j'ai un certain nombre d'aveux à vous faire, et peut-être même d'excuses à vous présenter. J'avoue que j'ai longuement hésité avant d'accepter l'invitation qui m'était faite depuis un certain temps déjà par mes amis socialistes qui me demandaient de venir collaborer avec eux à la défense de l'idée européenne. J'hésitais, parce que je vois très bien ce que les adversaires des idées que je défends pourraient m'opposer.

Ils pourraient peut-être s'étonner de voir un Belge à un moment aussi important, aussi décisif de la politique française, venir se mêler de questions que vous pouvez considérer comme des questions intérieures.

NOTRE SORT EST LIÉ AU VOTRE

La Communauté Européenne de Défense, il faut le reconnaître, divise à peu près dans tous les pays les partis, et des hommes qui avaient l'habitude de combattre ensemble sur des programmes et sur des idées essentielles se trouvent aujourd'hui opposés les uns aux autres. C'est vrai en France, mais c'est vrai aussi en Belgique. Et peut-être que certains diront : « Mais de quoi ce Belge se mêle-t-il ? Pourquoi est-ce qu'il ne nous laisse pas traiter nos problèmes nous-mêmes ? et peut-être certains diront-ils, d'une manière un peu plus rude : « Est-ce qu'il ne pourrait pas s'occuper de ses affaires ? »

J'ai la conviction aujourd'hui que vos affaires sont les nôtres et qu'il n'y a plus moyen dans l'Europe d'aujourd'hui de concevoir une politique étrangère qui serait exclusivement française, ou exclusivement belge, qu'il y a des leçons qui précèdent, que notre sort a été lié en 1914, que notre sort a été lié en 1940, et parce que je suis convaincu que dans les années qui viennent, quelles que soient les décisions que nous allons prendre, notre sort sera

le même : ou la France et la Belgique seront sauvées ensemble, ou la France et la Belgique périront chacune de leur côté.

Je suis venu aussi parce que je crois qu'il faut, dans un moment décisif comme celui-ci, surmonter de vaines hésitations et ce que je qualifierai de vaines pudeurs. La question qui se pose est tellement grave, ce qui est en jeu est tellement important, qu'il faut, même si certains d'entre vous trouvent que je manque de modestie et de tact en venant ici défendre mes idées, avoir le courage, dans un moment aussi important que celui-ci, de surmonter des objections comme celles-là.

Voyez-vous, je suis persuadé que nous vivons un moment absolument décisif, et les journaux qui ont bien voulu rendre compte de mon intervention à la salle Colbert, où je m'adressais à un certain nombre de députés, ont mis comme titre et comme entrée : « Monsieur Spaak estime que du vote affirmatif ou négatif sur la Communauté Européenne de Défense dépend tout l'avenir de l'Occident. »

Ce titre résume exactement ma pensée. Je crois en effet que c'est à ce moment-là que nous sommes arrivés. Et le sort de l'Occident, une fois de plus, va être réglé ici, en France, à Paris.

Ce qui me frappe dans cette question de Communauté Européenne de Défense, c'est d'apercevoir un certain désordre dans les idées, un manque de logique, et je crois que si nous voulons les uns et les autres que notre discussion soit heureuse et efficace, il faut essayer d'abord d'établir une base qui nous serait commune, car si nous envisageons le problème en venant d'horizons absolument opposés, sans nous être mis d'accord sur certaines prémisses, je ne crois pas que la discussion puisse aboutir à quelque chose.

NOUS N'AVONS PAS CHOISI LA C.E.D. COMME TERRAIN DE COMBAT

Ce qui me frappe avant tout lorsque j'examine avec soin la thèse de nos adversaires, c'est qu'ils ont l'air de croire, et je suis convaincu que beaucoup sont sincères, c'est qu'ils ont l'air de croire que la Communauté Européenne de Défense, et par conséquent la question si délicate qui domine toute la question de la Communauté Européenne de Défense, c'est-à-dire le réarmement de l'Allemagne, est une question qui a été inventée par certains d'entre nous.

Notamment, combien de fois ai-je entendu dire ces derniers temps, lorsque je faisais mes discours ou mes interventions et que j'essayais de placer la Communauté Européenne de Défense

dans le cadre de mes aspirations et de mon idéal européen, combien de fois ai-je entendu des adversaires dire : « Ah, si vous aviez commencé par la Communauté politique, ou la Communauté économique, comme nous vous aurions suivis avec plaisir ! » Est-ce que vous pensez que c'est de par notre propre choix ou de par notre propre volonté que nous sommes forcés aujourd'hui de parler de l'idée européenne en fonction de la Communauté de Défense et du réarmement de l'Allemagne ? Est-ce que vous croyez que c'est nous qui avons volontairement choisi ce terrain-là de combat ? et que nous n'avons pas senti, et que nous ne sentons pas comme tout le monde, que c'est là le terrain le plus difficile ? et en tant que socialiste je puis le dire, parce que nous nous opposons à une aile droite nationaliste, et chez les socialistes à une gauche qui reste profondément antimilitariste.

Mais **ce n'est pas nous qui avons choisi la Communauté Européenne de Défense comme terrain de combat.** La Communauté Européenne de Défense n'est pas sortie de notre esprit ou de notre imagination. La Communauté Européenne de Défense nous a été imposée par l'évolution de la politique internationale, et je tiens à le dire tout de suite, parce que cela clarifie, je crois, très exactement ma pensée : on n'aurait jamais parlé de la Communauté Européenne de Défense et du réarmement de l'Allemagne s'il n'y avait pas eu la déplorable politique internationale suivie par les Russes depuis dix ans.

LA C.E.D. EST LA CONSÉQUENCE DE LA POLITIQUE SOVIÉTIQUE

La Communauté Européenne de Défense est une conséquence inévitable de la détestable politique suivie par le communisme et par les Russes depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

L'Humanité de ce matin reprend cette phrase, et dit : « Monsieur Spaak a affirmé cela, mais ne l'a pas prouvé. » Eh bien, je voudrais, si vous me le permettez, m'étendre quelque peu sur le sujet, car j'estime qu'il est essentiel, et j'estime que ceux qui l'ont oublié ou qui ne veulent pas le voir ne pourront jamais avoir sur le problème de la Communauté Européenne de Défense une vue exacte et que leur raisonnement, vicié à la base par un oubli ou par une erreur historique, ne peut amener que des conclusions fausses et détestables.

Qu'est-ce qui s'est passé tout de suite après la guerre ? Dès la fin de 1945, en 1946-1947, et jusqu'au milieu de 1948, les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne ont désarmé. Je ne dis pas qu'ils ont démobilisé. Ce serait trop simple et trop facile

après une guerre. Je dis qu'ils ont désarmé, et qu'en réalité, au début de 1948, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis avaient volontairement détruit le formidable appareil militaire qui leur avait permis de gagner la deuxième guerre mondiale.

Que serait-il arrivé dans l'histoire du monde si les Russes avaient fait la même chose ? Toute notre histoire aurait été modifiée. Tous les problèmes auraient été différents, et nous nous trouverions aujourd'hui exonérés de l'absolue nécessité de discuter du réarmement de l'Allemagne. Bien sûr, la Russie a démobilisé, mais la Russie n'a pas désarmé. Elle a gardé un appareil militaire formidable, et elle en avait besoin pour deux raisons :

— Parce qu'elle avait besoin de cette armée qui lui permettait de rendre plus dangereuses les menaces qu'elle faisait sur le monde libre ;

— Et parce qu'elle avait besoin de cette armée pour maintenir sa puissance et son pouvoir dans les pays qu'elle avait conquis pendant et après la guerre, directement ou indirectement.

DE LA S.D.N. A L'O.N.U.

Après la guerre, nous avons voulu refaire l'expérience de la Société des Nations. Au fond, notre idéal socialiste n'a jamais varié et, je le dis comme Guy Mollet, je sais parfaitement qu'il n'y aura pas de paix définitivement assurée, solide, durable et éternelle, aussi longtemps qu'il n'y aura pas le désarmement. Je sais aussi qu'il n'y a qu'un seul moyen de rendre ou de donner aux relations internationales la décence qu'il faut : c'est de baser la politique internationale sur le principe de la sécurité collective et universelle, et c'est pourquoi, malgré les déceptions de l'entre-deux-guerres, malgré l'échec de la Société des Nations, je ne crois pas qu'il y en ait un seul d'entre nous — je parle pour les socialistes en tous les cas — qui ait hésité un seul instant, et nous avons été tous d'accord pour essayer, après la deuxième guerre mondiale, de refaire l'expérience qui avait échoué.

Malheureusement, nous avons dû accepter que l'on introduise dans la Charte un principe qui était détestable. La première Société des Nations a échoué à cause de la règle de l'unanimité. La deuxième Société des Nations, l'Organisation des Nations Unies, est aujourd'hui impuissante, hélas, parce que nous avons dû accepter que l'on accorde le droit de veto à chacune des cinq grandes puissances. Là-dessus, voyez-vous, mon expérience a renforcé toutes mes convictions inconscientes et innées. Il n'y aura pas d'organisation internationale vraiment efficace capable de jouer son rôle, capable d'assurer la paix, aussi longtemps que

tous les peuples, les petits, les moyens et les grands, n'accepteront pas qu'au-dessus de leur volonté propre il y ait la loi internationale faite par la majorité à laquelle ils doivent se soumettre.

Aussi longtemps qu'un peuple dira : « Moi, et moi seul, je suis assez fort et assez puissant pour m'opposer à la volonté de la majorité », la Société internationale ne pourra pas plus fonctionner que ne fonctionnerait notre société nationale si nous avions la volonté d'appliquer un principe comme celui-là.

L'ABUS DU DROIT DE VETO PAR L'U.R.S.S.

Or, qu'est-ce qui s'est passé à San-Francisco ? Nous avons beaucoup lutté, nous les représentants des petites puissances, pour que l'on n'accorde pas le droit de veto aux grandes, et nous avons dû céder le jour où ils ont dit : il est impossible aujourd'hui d'imaginer la constitution d'une Organisation des Nations Unies sans accorder aux grandes puissances le droit de veto. Mais les représentants de certaines puissances sont venus près de nous et nous ont dit : « Nous savons que ce n'est pas parfait, mais laissez-nous faire, l'expérience, et nous vous promettons que non seulement nous n'abuserons pas de ce droit de veto, mais encore que nous n'en userons que dans les cas véritablement exceptionnels. » Et il faut reconnaître que les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la France, la Chine, dont la situation est tout à fait particulière, ont tenu leur parole. Un seul Etat a non seulement usé, mais abusé de ce droit de veto, c'est l'U.R.S.S. Est-ce que vous vous rendez compte que depuis huit ans l'U.R.S.S. a utilisé plus de cinquante fois son droit de veto ? Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que cinquante fois dans des questions importantes, ou de peu d'importance, cinquante fois l'Organisation Internationale était arrivée à trouver une solution à un conflit et que cinquante fois, par sa seule volonté contre ce qui était souvent l'immense majorité de la Société, l'U.R.S.S. a empêché la solution trouvée d'être appliquée, et a ainsi démontré l'inefficacité de l'Organisation des Nations Unies. Et si nous avons dû songer, après avoir fait ce nouvel essai d'organisation de sécurité collective, à d'autres moyens d'assurer notre sécurité, la faute essentiellement en incombe à la politique insensée et criminelle faite au sein de l'Organisation des Nations Unies par l'U.R.S.S.

Mais ce n'est pas tout. Songez à ce qu'a été l'action des Soviétiques depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Songez à l'Iran. Songez à la Grèce. Songez à la Yougoslavie. Songez à Berlin. Et songez à la Corée... Et voyez les menaces que la Russie des Soviétiques a fait peser sur le monde. Voyez les difficultés, les

obstacles qu'elle a créés. Voyez l'atmosphère qu'elle a réussi à répandre à travers tout le monde...

Et je puis dire que c'est à cause de cette attitude-là que nous avons dû songer une nouvelle fois à nous garantir autrement que par les méthodes de sécurité collective et d'organisation de la paix telles qu'elles avaient été prévues dans la Charte.

L'EFFORT DES GRANDES PUISSANCES POUR MAINTENIR L'ALLIANCE RUSSE

Voyez-vous, Guy Mollet l'a dit aussi, il y a un point qui est le point tournant, le point crucial de la politique étrangère du monde, après la deuxième guerre mondiale : c'est la prise du pouvoir par les communistes à Prague. J'affirme que jusqu'en 1948 les grandes puissances qui conduisent la politique internationale ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour maintenir l'alliance avec les Soviétiques, et que pour maintenir cette alliance faite pendant la guerre, les grandes puissances de l'Occident ont sacrifié beaucoup de choses et même des choses essentielles, comme l'organisation européenne.

Ah ! si nous avions, entre 1945 et 1948, saisi l'occasion qui passait au moment où le pays était ruiné, ravagé par la guerre, où tout était à reconstruire, si nous nous étions mis d'accord véritablement pour mettre toutes nos forces en commun, l'Europe unie se serait relevée beaucoup plus sûrement qu'elle ne l'a fait, et les solutions économiques et sociales seraient bien meilleures que celles que nous avons acceptées dans nos différents pays.

Mais on ne l'a pas fait parce que l'on ne voulait créer à Moscou et au Kremlin aucun sujet d'inquiétude, et pendant que la Russie par la force organisait l'Europe de l'Est, il ne nous a même pas été donné d'organiser dans la paix et dans l'entente l'Europe de l'Ouest.

POURQUOI LE MONDE LIBRE A DU ORGANISER SA DÉFENSE

Jusqu'au moment de Prague, jusqu'au moment où une démocratie progressiste et presque socialiste a vu le pouvoir ravi par une minorité communiste, jusqu'au moment où les autres pays démocratiques se sont dit : « Mais si nous restons comme cela, isolés, pourquoi ce qui a été fait à Prague ne serait-il pas fait autre part ? A Rome, à Paris ? peut-être autre part encore ? et est-ce que nous allons permettre qu'ainsi, morceau par morceau, ce qui reste du monde libre tombe sous l'oppression commu-

niste ? » Et alors, et heureusement, la démocratie s'est réveillée. Qui de nous n'a pas entendu dire, et pendant la guerre de 1914 et pendant la guerre de 1940 : « Les démocraties voient toujours juste trop tard », et nous payons, nous, cette paresse à trouver les solutions. Nous la payons durement, en argent et en sang, et s'il est vrai que nous parvenons tout de même à gagner les guerres qui nous sont imposées, nous sommes forcés, à cause du retard apporté dans nos solutions, de dépenser, de faire un effort bien plus grand. Heureusement, en 1948, nous nous sommes réveillés à temps, et comprenant le danger de l'expansion communiste, nous avons essayé d'organiser le monde libre. Et cela a été assez vite.

Nous avons fait d'abord le **pacte de Bruxelles**, puis nous avons fait le **traité de l'Atlantique**. Nous avons fait le **Conseil de l'Europe**, et nous avons clairement montré que nous étions décidés cette fois-ci à ne pas nous laisser surprendre par les événements.

Les plus grands partenaires, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont commencé après 1948 à se réarmer et à refaire, dans le sens opposé, l'effort qu'ils avaient fait entre 1945 et 1948. Mais encore à ce moment-là personne ne parlait du réarmement de l'Allemagne. Et qui d'entre nous, même parmi les partisans les plus acharnés de la Communauté Européenne de Défense, ne trouve que cette question du réarmement de l'Allemagne ne s'est posé beaucoup trop tôt ! et que si nous étions maîtres de conduire les événements suivant les règles de la logique, de la sagesse et de la raison, il aurait bien mieux valu attendre beaucoup plus longtemps avant de poser la question d'un réarmement éventuel de l'Allemagne sur un pied d'égalité ou de toute autre façon. Mais qu'est-ce qui s'est passé ? En 1950, la Corée du Nord a attaqué la Corée du Sud (je suppose tout de même qu'à part peut-être quelques communistes, tout le monde est d'accord pour reconnaître que c'est bien la Corée du Nord qui a attaqué la Corée du Sud, et tout le monde est d'accord pour dire que derrière les Coréens du Nord se trouvaient les Chinois, et que derrière les Chinois se trouvaient les Russes).

Est-ce qu'on se souvient de ce qu'a été l'atmosphère dans cet été de 1950 ? Pour beaucoup de bons esprits, et tout à fait sincèrement, la guerre de Corée c'était le début de la 3^e guerre mondiale et nous allions réassister, avec quelques variantes, aux événements qui avaient précédé la 2^e guerre mondiale, et la guerre de Corée pouvait être comparée avec ce qu'avait été la guerre d'Espagne. Non seulement les gouvernements ont cru que la guerre allait venir, mais les peuples ont cru que la guerre allait venir.

LA PARTICIPATION DES ÉTATS-UNIS À LA DÉFENSE DE L'EUROPE

Et alors, les Américains ont fait un geste d'une portée exceptionnelle. Durant l'été de 1950, les Américains ont décidé d'envoyer en Europe six divisions. Quand je dis six divisions, on peut presque dire les seules divisions qui existaient à ce moment-là dans les États-Unis qui se réarmaient. Ils ont envoyé leurs troupes pour monter la garde à la frontière orientale de l'Europe, sur l'Elbe, en Allemagne. Est-ce que vous croyez que c'était facile pour le gouvernement américain de faire cela ?

J'étais aux États-Unis à cette époque, en août et en septembre 1950, et je sais à quelles positions le président Truman et celui qui à cette époque-là était le général Eisenhower se sont heurtés quand ils ont annoncé qu'ils allaient envoyer des troupes américaines en Europe alors que l'Europe n'avait aucun moyen de défense réel. C'était un geste vraiment symbolique, d'une hardiesse et d'une audace terribles, et les hommes comme Hower ou comme Taft aux États-Unis soulignaient la chose et disaient à Truman et à Eisenhower : « Mais vous êtes fous d'envoyer en Europe... de risquer en Europe les seules divisions américaines que nous avons pu réorganiser depuis 1948. »

Voyez-vous, je sais qu'il est futile et un peu enfantin de vouloir réécrire l'histoire, mais je vous demande tout de même de penser à ceci. Croyez-vous que si en juillet 1914, ou au mois d'août 1939, les Américains avaient fait un geste comme celui-là et montré à celui qui s'apprêtait à être un agresseur que depuis le premier jour il aurait contre lui toutes les forces des États-Unis, croyez-vous que j'exagère si je dis que toute l'histoire aurait été complètement changée et qu'il est plus probable que ni Guillaume II, ni Hitler, n'auraient osé se lancer dans la première ou la deuxième guerre mondiale.

Est-ce que les Américains ont au mois d'août ou au mois de septembre 1950 sauvé la paix du monde ? Nous ne le savons pas d'une manière absolue maintenant, et nous ne le saurons un jour que si l'on peut voir et examiner de près les archives du Kremlin.

Un écrivain de droite a écrit : « En politique, il faut vouloir les conséquences de ce que l'on veut. » C'est un des plus grands préceptes politiques que je partage, car maintenant le commencement d'expérience que je peux avoir me montre qu'il y a peu d'hommes politiques qui acceptent les conséquences de ce qu'ils veulent. Généralement, quand ils ont fait leur choix, ils s'empres- sent de chercher les avantages que pourrait leur donner un choix

différent, ou le choix opposé... et ce qui arrive alors, c'est qu'on reste assis entre deux chaises, dans l'impossibilité de se décider vraiment, et qu'après un certain temps on n'a plus les avantages d'aucune des deux positions.

LE PROBLÈME DU RÉARMEMENT ALLEMAND ÉTAIT POSÉ

L'envoi des troupes américaines en Europe contenait une conséquence inévitable et si nous avons été heureux de voir les Américains envoyer leurs six divisions sur l'Est, nous devons en accepter la conséquence, et la conséquence, je vous le dis brutalement, c'était que la question du réarmement de l'Allemagne était posée.

L'envoi des troupes américaines posait inmanquablement la question du réarmement de l'Allemagne, et je vous demande de réfléchir : croyez-vous qu'il y ait aux États-Unis un homme, quel qu'il soit, démocrate, républicain ou autre, qui soit capable de dire au peuple américain : « L'Europe est en danger, nous allons envoyer nos enfants en Europe faire leur service militaire sur l'Elbe ; ils vont constituer — à ce moment-là ils le faisaient vraiment — non pas l'avant-garde de l'armée européenne, parce que l'armée européenne ou atlantique n'existait pas, mais ils vont constituer véritablement la seule force organisée du moment. Nous allons défendre l'Europe, et nous allons accepter que tous les Européens ne participent pas à cette défense. »

Si la guerre éclate, et je suppose que tous ici, Français et Belges, nous sommes d'accord pour dire que si la guerre éclate un jour (personnellement je suis assez de l'avis de Guy Mollet, je ne suis pas sûr qu'elle éclatera) nous avons tout de même un intérêt immense à ce que la défense de l'Europe se fasse le plus loin possible de nos frontières, et j'aime mieux voir la défense de l'Europe sur l'Elbe que de la voir sur le Rhin, sur la Meuse, ou sur la Loire.

Je vous dis qu'il n'y a pas un homme d'État américain qui aurait été capable de dire : nous allons défendre l'Europe et un certain nombre d'Européens, eux, vont se désintéresser du problème. Mais pardon... je vous le demande à vous. Est-ce que les hommes d'État français auraient pu longtemps tenir cette position ? Est-ce que vous auriez accepté fort longtemps qu'il y eût des troupes françaises sur l'Elbe, prêtes à défendre l'Europe, mais aussi à défendre l'Allemagne, sans que les Allemands participent à l'opération ?

Le gouvernement français, et je crois vraiment que je peux

dire le peuple français, ont eu une réaction qui était tout à fait légitime. Ils ont dit : puisqu'en fait la question du réarmement de l'Allemagne se pose, puisque nous ne pouvons plus aujourd'hui, si la guerre devait éclater, nous permettre de ne pas rassembler toutes les forces européennes disponibles pour la défense de notre continent, puisque nous sommes placés devant cette nécessité, eh bien, nous ne voulons pas de la résurrection d'une armée nationale allemande. Le gouvernement français n'a pas traduit seulement ce jour-là la volonté de la France, mais qu'il a traduit aussi le sentiment profond de la Belgique, de la Hollande, et de tous ceux qui savent quel danger peut représenter une armée nationale allemande.

Il représentait aussi la volonté des Allemands, car les Allemands eux-mêmes, et tous, cette fois-ci, pas seulement les démocrates chrétiens du chancelier Adenauer, mais aussi les socialistes, venaient dire : « Surtout ne permettez jamais qu'une nouvelle armée allemande nationale se reconstitue. Ce serait un véritable danger pour notre jeune République et notre jeune démocratie. »

LES FORCES ALLEMANDES DOIVENT S'INTÉGRER DANS UNE ARMÉE EUROPÉENNE

Voilà comment l'idée de l'armée européenne est née. Et puisqu'il faut réarmer l'Allemagne, puisque nous y avons été acculés par les événements, je dis que la meilleure façon de la réarmer c'est d'introduire les forces allemandes dans une armée européenne intégrée.

Je vais tout de même écarter une objection à laquelle je ne comprends absolument rien. Parmi nos adversaires, il en est certains qui disent : « Parce que nous craignons l'Allemagne nous ne voulons pas voir ses forces intégrées dans une armée européenne, et nous préférierions voir une armée nationale allemande prendre sa place dans le cadre Atlantique au sein d'une armée. » Alors, vraiment, entre ceux qui parlent ainsi et ceux qui parlent comme moi, il y a un fossé infranchissable. J'aurai l'occasion de vous dire dans un instant que le Traité sur la C.E.D. n'est pas un traité parfait, mais quelles que soient ses imperfections, je préfère mille fois voir les forces allemandes intégrées dans une communauté européenne, où nous exercerons un certain contrôle sur leur développement, que de voir l'armée nationale allemande entrer dans le NATO, car, et là, je puis vous faire une prophétie avec la certitude de ne pas me tromper, si l'Allemagne entre aujourd'hui sur un pied d'égalité parfait dans le NATO, dans quelques années, incontestablement, l'armée allemande échappant

à tout contrôle sera la plus forte armée de l'Europe et dominera celle-ci.

Alors, il n'y a pas à hésiter un seul instant : dans une situation qui peut être difficile, la solution de l'intégration est la meilleure.

Si on ne se souvient pas de tout cela, et probablement de beaucoup d'autres choses encore, si l'on fait une croix sur la politique internationale de ces dix dernières années, si l'on ne veut pas placer la question de la C.E.D. dans son cadre véritable, si on manque d'établir les bases solides et vraies de son raisonnement, il n'est pas possible d'arriver à des conclusions justes.

LES PRINCIPALES OBJECTIONS A LA C.E.D.

Quelles sont les grandes, les principales objections à la C.E.D. et à l'intégration de l'Allemagne ?

La première, c'est l'ensemble des **objections techniques**. Laissez-moi vous le dire comme je le sens : ces objections-là ne sont que des prétextes.

Le Traité sur la C.E.D. est un traité qui comporte plus de cent articles et auquel on a ajouté une vingtaine de protocoles. Si vous voulez permettre aux juristes, aux amateurs de théorie d'examiner un traité comme celui-là, ligne par ligne, mot à mot, jusqu'à la ponctuation, personne n'est incapable de poser des dizaines ou des centaines de questions aux ministres responsables et on peut noyer le Traité sur la C.E.D. dans une foule d'objections techniques. Mais voyez-vous, la C.E.D. ce n'est pas un choix entre différentes doctrines, la C.E.D., on est pour ou contre lorsque l'on a fait une certaine option politique.

Je sais que le Traité n'est pas parfait.

Mais croyez-vous que le Traité de Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier soit un traité parfait ? Certainement non. Nous avons l'obligation dès maintenant de le mettre en pratique, et la Communauté vit, et cependant tous les jours, à Luxembourg, nous sommes forcés d'interpréter le traité, mais nous l'interprétons d'une manière raisonnable ; nous sommes des hommes qui voulons le faire réussir. Nous cherchons et nous trouvons les solutions de compromis, et d'ores et déjà la Communauté du Charbon et de l'Acier fonctionne. Elle vit et elle commence à résoudre un certain nombre de problèmes.

Il en sera de même pour la Communauté Européenne de Défense à une seule condition : c'est que les gouvernements choisissent, pour faire fonctionner la Communauté Européenne de Défense des hommes qui croient, qui ont confiance dans la tâche

qu'on leur confie et qui veulent vraiment la faire réussir. Alors, ces hommes, dans la Communauté Européenne de Défense, comme dans la Communauté du Charbon et de l'Acier, trouveront dans l'application du Traité les formules d'adaptation et de compromis qui sont indispensables.

Par conséquent, on ne peut refuser un Traité de l'importance politique de la Communauté Européenne de Défense pour une raison technique que si cette raison technique est elle-même extraordinaire, tellement importante, qu'elle cesse en réalité d'être une objection technique pour devenir une objection politique, et cela jusqu'à présent, à mon avis, les adversaires du Traité sur la Communauté de Défense ne l'ont pas démontré.

On nous dit alors — deuxième objection — : « Oui, mais c'est la **disparition des armées nationales.** »

J'ai lu dans les journaux, que certains des adversaires acharnés de la C.E.D. sont allés jusqu'à dire : « La disparition de l'armée française, c'est la disparition de la France. »

Quelle que soit la prestigieuse histoire de l'armée française, dans tous les cas, pour ceux qui de tout leur cœur et de toute leur âme se croient liés à la France, ont cherché en France, dans sa culture et dans ses traditions la nourriture de leur esprit, dans tous les cas, pour nous, à l'étranger, il y a autre chose qui fait la grandeur de la France :

Il y a le travail de ses hommes et le travail de ses femmes. Il y a ses littérateurs et il y a ses peintres ; il y a ses sculpteurs et il y a ses savants. Il y a tous ceux qui ont enrichi par leur travail productif, littéraire, artistique ou scientifique, le patrimoine de l'humanité. Et même si l'armée française ne devait plus exister, la France existerait toujours.

Et puis, n'oubliez pas que si nous vous demandons la disparition de l'armée française, nous vous demandons aussi la disparition de l'armée allemande.

Voyez-vous, peut-être est-ce un point de vue belge et vous pouvez avoir un point de vue différent, mais nous, nous voyons un certain avantage à trouver une solution militaire qui mette fin à la rivalité militaire franco-allemande.

Certains d'entre vous dans cette salle sont certainement beaucoup plus jeunes que moi, mais notre génération a tellement souffert de la rivalité militaire franco-allemande, que l'idée de trouver un système qui peut-être, en supprimant les armées nationales et en faisant que dorénavant toutes les forces de l'Europe seront insérées dans un seul corps militaire, fera qu'il n'y aura plus aucune idée offensive, que le seul but de ce système sera de défendre l'Europe tout entière, moi, très franchement, au risque

de déplaire à certains d'entre vous, je trouve cela un énorme avantage.

Mesdames et messieurs, s'il n'y avait pas eu l'armée française, et surtout s'il n'y avait pas eu l'armée allemande, nous n'aurions pas eu la guerre de 1870, pas celle de 1914...

Un autre argument contre la C.E.D. est le suivant : nous allons devoir **donner une partie de notre souveraineté nationale.** Et là encore un certain nombre d'adversaires disent : non, nous ne voulons rien céder de la souveraineté nationale.

Nous sommes depuis longtemps décidés à céder à des organismes internationaux une part de notre souveraineté nationale, pour peu que notre sacrifice soit suivi par tous les autres sur un plan d'égalité. Nous sommes persuadés qu'il n'y a pas moyen de faire l'Europe, cette Europe qui est absolument indispensable, non pas pour résoudre nos problèmes militaires, mais pour résoudre nos problèmes économiques, sociaux, sans céder une part de sa souveraineté nationale. Mais peut-être ne voulez-vous pas faire l'Europe ? Peut-être trouvez-vous que l'Europe d'aujourd'hui est une Europe parfaite, qu'elle vit dans de très bonnes conditions et qu'elle est capable, à elle seule, de résoudre ces problèmes...

L'EUROPE UNIE PEUT SEULE PERMETTRE L'ÉLEVATION DU NIVEAU DE VIE

J'ai lu tout récemment un livre d'un de vos économistes les plus brillants à l'heure actuelle, M. Fourastié, qui s'appelle « La civilisation en 1950 », et j'ai trouvé une statistique dans son livre, qui à elle seule entraîne un monde de réflexions.

M. Fourastié dit : en 1880, avec le montant d'une heure de salaire, l'ouvrier français achetait 3 kg. 3 de blé ; en 1880, un ouvrier américain, avec une heure de salaire, pouvait acheter lui aussi 3,3 kg. de blé ; en 1950, l'ouvrier français, avec le montant d'une heure de salaire, peut toujours acheter 3,3 kg. de blé, mais l'ouvrier américain peut, en 1950, avec une heure de salaire, acheter 18 kg. de blé. En un peu plus de 50 ans, le pouvoir d'achat et le standing de l'ouvrier américain a quintuplé, presque sextuplé, alors que le standing de vie de l'ouvrier français — et c'est la même chose pour les autres pays d'Europe — est resté stationnaire.

Jusqu'à quand allons-nous admettre cela ? Est-ce que vous ne comprenez pas que dans cette seule constatation qui marque notre stagnation et notre déclin se trouve inscrit notre avenir, et

que notre avenir n'est pas gros si nous ne parvenons pas à sortir de cette situation-là ?

Si nous prétendons continuer à résoudre nos problèmes économiques et sociaux dans des communautés de 8 millions d'habitants, comme la Belgique, ou de 40 millions d'habitants, comme la France, où il est impossible aujourd'hui d'appliquer à la production les progrès de la technique et de la science.

C'est pour cela que nous devons faire l'Europe, et c'est pour cela que nous devons être prêts à céder une part de notre souveraineté nationale comme nous l'avons fait déjà d'ailleurs lorsque nous avons ratifié le Plan Schuman.

Par conséquent, ce n'est pas parce que la C.E.D. implique de notre part ce sacrifice que je serai contre.

LE DANGER ALLEMAND EXISTE-T-IL ?

J'arrive maintenant à l'argument majeur qui est opposé à la création de la C.E.D. : ce grand argument, c'est l'Allemagne.

C'est un argument qui se présente sous un double aspect. Un aspect sentimental, et un aspect politique. Mais croyez-vous que d'une manière générale les sentiments des Belges sur l'Allemagne soient différents des sentiments des Français ? Nous avons vécu les mêmes épreuves, et nous avons subi les mêmes difficultés. Et par conséquent, comme tout Belge et comme tout Français, je me rends bien compte qu'au moment où huit ans après la deuxième guerre mondiale on parle d'intégrer l'Allemagne dans une Communauté européenne, et de faire de nos ennemis des alliés, il y a un problème sentimental profond qui se pose.

Mon expérience allemande, elle est la même à peu près que celle de la plupart d'entre vous : j'ai des raisons de me souvenir des deux occupations, et moi aussi, comme la plupart d'entre vous, j'ai vu disparaître dans des conditions cruelles au cours de cette deuxième guerre des êtres qui m'étaient très proches et qui m'étaient très chers. Par conséquent, comme la plupart d'entre vous, j'ai réfléchi sur ce problème sentimental, et je me suis dit qu'il fallait se poser cette question : quelle est la leçon que l'on doit tirer de l'héroïsme qui s'est pratiqué dans nos pays pendant la deuxième guerre mondiale et des sacrifices qui ont été consentis ? Est-ce une leçon de vengeance ? Est-ce une leçon de revanche ? Je ne le crois pas.

Quand on pense à tant d'horreurs, à tant de courage, et à tant de sacrifices, j'ai la conviction qu'il n'y a qu'une seule leçon qui ressorte de tout cela, c'est la prière muette et passionnée de tous ceux qui ont souffert, de tous ceux qui sont morts, qui

nous disent : « Faites tout ce que vous pouvez pour que l'épreuve que nous avons subie soit épargnée à ceux qui viendront après nous. »

Comme personne ne demande à quiconque d'oublier si près une folie et un crime, la véritable question qui se pose lorsque l'on parle de l'Allemagne d'aujourd'hui, c'est une question politique. Je vous en supplie, ne laissez pas passer la chance qui s'offre !...

Ce qui me paraît être à l'heure actuelle la question primordiale, c'est que nous ne recommencions pas aujourd'hui les erreurs que nous avons commises vis-à-vis de l'Allemagne après la première guerre mondiale, et je crois que personne ne peut contester la phrase dans laquelle je vais résumer la politique de l'Occident vis-à-vis de l'Allemagne après la première guerre mondiale : c'est que nous avons refusé systématiquement, et avec obstination, un tas de choses à l'Allemagne démocratique que, quelques années plus tard, nous avons accordées avec quelques suppléments à l'Allemagne d'Hitler.

Dans toute la mesure où mon combat servira à quelque chose, cette erreur-là je ne la recommencerai pas, et je dis qu'aujourd'hui, quand on regarde les choses objectivement, il y a une chance. Quelle est cette chance ? Cette chance, c'est que cette fois-ci l'Allemagne a eu le sentiment de sa défaite. Croyez-moi, c'est très différent comme situation.

L'Allemagne a été punie, justement punie, suivant la loi des hommes, aussi durement qu'il était possible de l'imaginer ; ses villes ont été rasées ; ses populations ont été décimées ; elle a connu le feu, l'incendie, la noyade, des catastrophes énormes, des villes entières détruites en quelques minutes ; les Allemands ont encore à l'heure actuelle présent dans leur mémoire ce souvenir. A l'heure actuelle beaucoup d'Allemands, comme beaucoup d'entre vous, sentent qu'il y a maintenant dans le monde un nouveau danger : le danger du communisme ? Je ne suis pas un anticommuniste, quoi qu'on puisse penser, et le communisme ne me gênerait pas du tout si le communisme était seulement une doctrine économique et sociale ; alors, on pourrait discuter. On pourrait discuter avec passion, mais il n'y aurait pas de fossé entre eux et nous. Pourquoi je combats le communisme ? Parce qu'il n'a pas du tout la prétention limitée d'une doctrine économique et sociale, c'est parce qu'il a la prétention d'être une civilisation nouvelle qui détruit et qui annule toutes les grandes idées, toutes les grandes conquêtes qui font l'honneur et l'orgueil de notre civilisation.

L'ALLEMAGNE ENTRE L'EUROPE ET LA RUSSIE

Dans cette lutte, nous avons donc pour le moment une grande partie des Allemands avec nous, et voilà pourquoi la situation est changée. Et puis, il y a un fait. Il y a aujourd'hui une Allemagne importante qui vous dit : je suis prête avec vous à m'intégrer dans une armée européenne... mais, messieurs, et je m'adresse aux plus exaltés d'entre vous, et je m'adresse à eux avec passion, supposez que vous disiez : « Non, nous ne voulons pas faire l'Europe avec l'Allemagne, nous ne voulons pas intégrer l'Allemagne dans l'armée européenne », qu'est-ce qui arrivera de l'Allemagne lorsque vous aurez prononcé ce refus ? Il y a une autre politique pour l'Allemagne que la politique européenne, une politique qui sera faite par d'autres hommes que les hommes qui sont actuellement au pouvoir, et si vous rejetez l'Allemagne au moment où elle essaie de s'intégrer à l'Occident, l'Allemagne se ralliera à la Russie. Et vous n'aurez plus aucun droit de lui en vouloir. Vous n'aurez plus aucun grief à avoir contre elle, puisqu'elle vous dira : « Nous vous avons offert de mettre ensemble nos forces pour résister en commun et pour bâtir une Europe nouvelle ; vous nous avez rejetés ; vous n'avez pas voulu de nous. » Quel est celui parmi ceux qui auront pris une attitude comme celle-là, qui le jour où l'Allemagne aura mis sa main dans la main de la Russie, pourra même élever seulement encore une protestation, ou faire valoir un grief ? Il faudra aussi, ce jour-là, vouloir les conséquences de ce que vous aurez voulu.

Me permettez-vous un petit souvenir. Quelque temps avant le coup d'Etat de Prague, j'étais à Prague et j'avais avec Bénès notre dernière conversation. Je disais à Bénès, dès ce moment-là, combien en Occident on était inquiet de voir la politique pro-russe qu'il faisait et combien on regrettait de voir la Tchécoslovaquie démocratique et presque socialiste s'écarter des pays libres. Bénès m'a répondu, et je ne l'oubliera jamais : « Monsieur Spaak, la Tchécoslovaquie ne peut pas être à la fois l'ennemie des Russes et l'ennemie des Allemands. Il faut choisir. » Bénès, vous le savez, avait choisi l'amitié des Russes, et vous savez comment ça s'est terminé. L'Europe occidentale non plus ne peut pas à la fois être contre l'Allemagne et contre la Russie, parce que, être à la fois contre l'Allemagne et contre la Russie, cela fait un jour les forces de la Russie et de l'Allemagne additionnées, et alors, la pierre finale tombera sur notre destin.

Voilà pourquoi nous ne pouvons pas, quels que soient nos sentiments, quels que soient nos souvenirs, perdre aujourd'hui une chance et une occasion qui ne se présenteront plus jamais si nous les laissons passer.

INTÉGRATION ET RÉUNIFICATION DE L'ALLEMAGNE

Certains opposent à cette intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans l'Europe, les difficultés ainsi apportées à la réunification de l'Allemagne. Mais la réunification de l'Allemagne sera très difficile parce que les Russes n'ont aucune envie de réunifier l'Allemagne et que nous vivons encore de nombreuses années comme cela. Cette attitude est devenue encore plus évidente après Berlin ; la politique des Russes sur l'Allemagne y est apparue clairement ; les Russes n'ont aucune volonté de réunifier l'Allemagne parce qu'ils n'ont aucune raison de sacrifier le gouvernement communiste de l'Allemagne orientale ; parce qu'ils ne veulent pas réunifier l'Allemagne sur la base démocratique d'élections libres, et cela parce qu'ils savent bien que s'il y avait aujourd'hui une élection libre en Allemagne de l'Est le communisme ne retiendrait pas 5 % des voix.

Ce serait alors pour le communisme en Allemagne, et avec des répercussions dans tous les pays satellites et dans le monde entier, la plus grande des humiliations et la plus grande des défaites politiques puisqu'elle montrerait qu'une classe ouvrière, à qui on donne de nouveau sa liberté, chasse le communisme.

J'ai ainsi passé en revue la plupart des objections faites au Traité de la C.E.D.

L'EUROPE ET L'UNION FRANÇAISE

Il reste une objection très particulière et très sensible au cœur des Français : le problème de l'Union française. Ma réponse ne sera pas une réponse parfaite : sur l'Union française, vous reconnaîtrez qu'un Belge a sans doute un peu d'indiscrétion à s'en mêler. Mais les problèmes de l'Union française nous intéressent autant que vous. Croyez-vous qu'au moment où nous voudrions nous intégrer avec la France, militairement, politiquement et économiquement, nous souhaitons affaiblir la position de la France dans le monde aussi peu que possible ? Ce que nous voulons, ce que nous souhaitons, c'est une France forte, aussi forte que possible. Il y a donc le problème de l'Union française, et je suis forcé de vous faire, à vous Français un reproche. C'est que vous n'avez pas l'air de savoir encore très bien si vous voulez intégrer l'Union française en Europe, ou si vous voulez maintenir certains territoires de l'Union française en dehors de l'Europe. La difficulté, elle n'est pas pour nous, elle est pour vous. Mais le jour où vous aurez pris votre décision, le jour où vous saurez exactement ce que vous voulez, ayant fait le choix politique, croyez-moi, les formules juridiques seront trouvées, et les formules juridiques seront ce que la France voudra qu'elles soient.

Voyez-vous, nous avons eu déjà un malheur avec les territoires d'outre-mer, c'est que nous n'avons pas pu avoir les Anglais avec nous pendant des années parce qu'ils nous disaient : il y a le Commonwealth, et nous avons beau leur dire ce que je viens de dire ici pour l'Union française : « Nous ne voulons pas une Grande-Bretagne affaiblie et nous voyons tout l'intérêt qu'il y a à avoir une Grande-Bretagne comme intermédiaire entre l'Europe et les pays du Commonwealth, cherchez les formules, nous les accepterons les yeux fermés, nous pouvons vous en donner la garantie », ils se sont réfugiés derrière ce qui, j'en suis sûr, était un prétexte. Ne faites pas la même chose aujourd'hui, et ne cherchez pas à éviter vos responsabilités européennes en nous posant un problème que vous n'avez pas encore résolu dans votre cœur, et que nous sommes disposés à résoudre le jour où vous aurez fait votre choix et comme vous voudrez que votre choix soit résolu.

LES SOLUTIONS DE RECHANGE DE LA C.E.D.

Mais quelque chose, je vous l'avoue, m'inquiète : il me semble que chez certains Français — permettez-moi de vous parler avec cette franchise — il y a une situation qu'ils sont presque prêts à accepter ; ils savent que le rejet de la C.E.D., s'il est effectué, va amener une transformation radicale, pas seulement de la politique française, mais de la politique mondiale. Ils savent que ce rejet peut nous amener à une situation que je vais essayer de vous décrire et que je crois catastrophique ; ils ne le contestent pas, mais par une sorte de fatalisme, et je vais employer un mot un peu trop fort, mais laissez-le passer, par une sorte de paresse, ils ne cherchent même pas à proposer la solution de rechange qu'ils devraient nous proposer.

Qu'est-ce qui arrivera, messieurs, si la France rejette la C.E.D. ? Si la France rejette la C.E.D., la politique américaine vis-à-vis de l'Europe va être complètement modifiée, et l'Amérique va se désintéresser complètement de l'Europe. Peut-être certains d'entre vous diront : « Très bien... » Ce sont ceux qui écrivent sur les murs des usines ou des cimetières « Go home... », mais c'est un peu rapide tout de même, comme politique.

L'Amérique ne va pas seulement se désintéresser de la France, l'Amérique va se désintéresser de toute l'Europe. Il n'y aura rien de spectaculaire ; l'Amérique, pour se désintéresser de l'Europe, n'aura pas autre chose à faire que d'appliquer les traités tels qu'ils existent dans la lettre. Rien ne force les Etats-Unis à avoir des divisions en Europe. Quand les Américains ont fait cela en 1950, ils ont pris une obligation qui était en dehors de leurs obligations

légales internationales, et si demain les Américains retirent leurs divisions d'Europe, juridiquement, et c'est sur ce terrain-là que nous allons retourner, nous n'aurons absolument rien à dire. Rien n'oblige les Américains à aider à l'organisation des armées nationales.

Voulez-vous demander à vos chefs, à vos dirigeants combien l'Amérique donne pour qu'aujourd'hui la France et la Belgique, et les autres pays, aient une armée nationale ? et vous vous rendrez bien compte du trou que cela fera dans les finances de tous le jour où cette aide américaine aura complètement disparu.

Les Américains se retireront de l'Europe, et les Anglais se retireront très vraisemblablement aussi de l'Europe.

Quand on parle politique étrangère, la difficulté, je le reconnais, c'est qu'il n'y a jamais moyen de prouver complètement ce que l'on dit. Il y a une part d'intuition, il y a une part de prévision, et je ne prétends pas apporter la preuve absolue de de l'évolution de chaque pays du monde. Je vous dis ce qui me paraît être l'hypothèse, et l'hypothèse, c'est que les Etats-Unis s'étant retirés de l'Europe, la Grande-Bretagne les suivra. Parce que, c'est ma conviction, le jour où la Grande-Bretagne devra choisir entre la force des Etats-Unis et la faiblesse d'une Europe continentale qui est incapable de s'organiser, la Grande-Bretagne n'hésitera pas cinq minutes. Je suis pleinement d'accord avec Guy Mollet : il faut faire tous nos efforts pour que la coopération de la Grande-Bretagne soit aussi pratique et intime que possible ; mais, je le crains fort, si par le rejet de la C.E.D. on rend la défense de l'Europe impossible, les Anglais suivront les Américains.

Quant aux petits pays, je vais vous dire ce qui arrivera. Oh, vous pouvez les dédaigner, et vous pouvez dire : « Que nous importe ce que feront la Belgique, la Hollande, les pays scandinaves !... », mais vous auriez tort de prendre une attitude comme celle-là, parce que le peu de force que nous pouvons apporter aujourd'hui est nécessaire devant l'ampleur du danger et on ne doit rien négliger pour organiser la défense.

Mais si vous rendez la défense de l'Europe impossible, les petits pays se réfugieront, poussés par la déception et le désespoir, dans la neutralité. Voyez-vous, j'ai été jadis ministre des Affaires étrangères avant la deuxième guerre mondiale, et j'ai fait une politique qui a été beaucoup critiquée et que moi-même je ne peux pas défendre aujourd'hui complètement puisque, comme toutes les politiques d'avant guerre, elle a échoué. La Belgique a fait une politique d'indépendance armée avant la guerre, et elle a essayé de dissocier son sort pendant un certain

temps des grandes puissances. Cela s'est révélé complètement faux. Chez les grandes puissances, on l'a beaucoup critiqué. Mais je voudrais que tous les Français, que tous les Anglais, que tous les Américains, que tous ceux qui appartiennent à un grand pays se rendent compte que la Belgique n'a fait cela qu'après que les grands pays, par leur incapacité de réagir aux moments cruciaux de la politique internationale, avaient montré qu'ils avaient donné déjà une sorte de démission. La Belgique n'a repris une politique d'indépendance qu'après que l'Allemagne eut réoccupé la rive gauche du Rhin et que l'on eut laissé violer impunément par Hitler le Traité de Locarno qui était la pierre angulaire de notre position internationale, et après que la Société des Nations se soit révélée incapable d'appliquer à l'Italie agresseur les sanctions qui étaient ordonnées par le Pacte.

C'est quand les grandes puissances n'accomplissent plus leur devoir que les petites puissances sont prises du désespoir, du désarroi et recherchent alors dans des solutions fallacieuses et inutiles, comme la neutralité, une sécurité momentanée.

Alors, qu'est-ce qu'il y aura pour la France ? Il y aura une politique de rechange, une politique que certains indiquent déjà, et bien que je combatte cette politique de rechange de toutes mes forces, je reconnais qu'il y a un certain courage chez eux à la déclarer : cette politique de rechange, c'est d'accepter que les Américains s'en aillent, c'est d'accepter que les Anglais s'en aillent, en cherchant pour la France la sécurité dans une alliance avec la Russie soviétique. Mais je vous le dis, dans cette recherche d'alliés, vous ne serez pas seuls, et les Allemands, dont vous aurez brisé la politique européenne, seront forcés, eux aussi, de chercher une nouvelle politique étrangère dans la même alliance avec les Russes. Et nous assisterons à ce spectacle, que vous voudrez bien reconnaître tout de même un peu décevant pour des Européens partisans de la liberté, partisans de la démocratie, de voir les deux plus grands pays de l'Europe continentale commencer entre eux une course de vitesse pour savoir lequel des deux sera l'allié préféré de la Russie soviétique. Et je ne suis pas sûr que dans cette course de vitesse, c'est la France qui gagnera.

Au moment où l'on va avoir à émettre un vote de cette importance, il n'est pas possible que l'on ne songe pas à la politique de rechange, et s'il y avait encore quelques illusions à avoir avant la conférence de Berlin, franchement, je ne parviens pas à comprendre comment il est encore possible de nourrir ces illusions aujourd'hui. On dit souvent dans certains milieux que la politique russe est d'une habileté et d'une subtilité magnifiques ; personnellement, je ne le trouve pas, et je ne trouve pas que Molotov ait

joué cette carte tellement habilement. Ses cartes, il les a posées sur la table, je ne sais pas s'il faut dire : avec une grande naïveté ou avec un grand cynisme, mais il nous a dit dans tous les cas fort clairement, et il faut être aveugle — et j'espère que personne ne veut être volontairement aveugle — pour ne pas avoir vu les choses. Il a dit : « Mais je vous propose une solution européenne. » Oui, mais qu'est-ce qu'elle est ? Les Américains s'en vont. Et si vous, avez lu le dernier discours de Molotov, celui qui paraît ce soir dans les journaux, vous avez vu qu'il critique l'organisation du Pacte Atlantique avec autant de vigueur qu'il critique la C.E.D., parce que ce n'est pas seulement contre le réarmement de l'Allemagne, d'une Allemagne intégrée dans la Communauté Européenne de Défense, qu'il s'élève, il s'élève, et avant tout peut-être, contre l'organisation Atlantique de défense du monde occidental. Et Molotov dit : « Les Américains, hors d'Europe... », avec l'espoir, bien entendu, que les Anglais les suivront. « Et puis, vous ne ferez aucune alliance entre vous. Vous resterez des pays isolés militairement. » Et il y aura en Europe, bien sûr, un pacte. On nous donnera un nouveau morceau de papier signé, et nous devons nous contenter de cela, et nous devons accepter cette situation européenne avec une armée dans un pays qui dominera toutes les autres, que les autres ne pourront jamais rattraper, que les autres ne pourront jamais équilibrer, et cette armée, ce sera l'armée russe. Et même s'ils ne veulent pas, comme je le crois, faire la guerre aujourd'hui, ils seront les maîtres de choisir le moment qu'ils voudront et de jouer le jeu européen sans que personne puisse encore s'y opposer.

Est-ce que c'est cela que nous voulons ?

Voyez-vous, j'ai un petit-fils, et quand il mange, il dit à sa maman : « Encore manger... », et nous trouvons cela très drôle. Eh bien, nos adversaires font comme mon petit-fils, parce qu'ils disent : « Encore parler... Encore parler... » Mais jusqu'à quand ? Eh bien, jusqu'à la prochaine conférence de Genève ; au minimum elle durera trois mois. Pendant ces trois mois, bien entendu, on ne parlera pas de l'organisation européenne. Mais je dis : est-ce que vous prenez les Russes pour plus bêtes qu'ils ne sont ? Ils ont compris comment il faut faire. Il faut mettre devant l'âne que nous sommes une carotte, et il faut le faire avancer derrière la carotte... et il faut nous donner constamment une espérance nouvelle... D'abord l'espérance de Berlin, et puis l'espérance de Genève... et puis je ne sais pas quelle autre espérance ils trouveront encore. Mais sans rien faire et sans rien concéder... et ils gagnent la bataille internationale parce que pendant ce temps-là nous ne faisons rien. On cherche pour trouver toujours des raisons

pour ne pas agir. Ah !... ce qu'il y a de talent dépensé, d'intelligence dépensée pour expliquer qu'il ne faut rien faire, et si l'on dépensait seulement un dixième de ce talent pour dire comment il faut agir, il y a longtemps que l'Europe serait sauvée et que nous aurions fait des pas décisifs vers une paix constructive et longue.

LA RESPONSABILITÉ DE LA FRANCE

C'est cela maintenant la responsabilité de la France, et laissez-moi vous le dire — peut-être que cela ne vous intéressera pas non plus, mais à l'étranger nous ne comprenons pas ce qui se passe depuis la guerre de 1940. Nous avons souffert avec vous. Et quand le monde a été libéré, nous avons accepté qu'il y aurait une sorte de leader-sheep anglo-saxon pour nous diriger et pour nous conduire ; mais en 1948 nous avons vu la France reprendre en Europe la première place, parce que la France était à l'avant-garde de l'idée européenne et qu'autour de l'idée européenne elle redonnait confiance et espoir à des millions et à des millions d'hommes.

Nous l'avons suivie sans hésiter, et nous avons applaudi au plan Schuman, et nous avons pris nos responsabilités pour l'armée européenne ; nous avons participé à la création du Conseil de l'Europe, et toujours nous voyons la France au premier plan.

Laissez-moi vous dire, la France n'a pas à se montrer insatisfaite. La France n'a pas à avoir le moindre complexe d'infériorité dans cette Europe qui s'organise. Voulez-vous réfléchir un instant. Il y a l'organisation économique de l'Europe, le Secrétaire Général est un Français ; il y a le Conseil de l'Europe, le Président de l'Assemblée consultative est un Français, le Secrétaire Général est un Français ; il y a la Communauté du Charbon et de l'Acier, le Président de la Haute Autorité est un Français. N'ayez donc pas peur de vos propres capacités et n'ayez pas de complexe d'infériorité vis-à-vis des autres. Vous voyez que même dans l'état un peu hésitant où vous êtes aujourd'hui, on a tellement besoin de vous qu'on passe sur tout et qu'on vous donne les leviers de commande.

Nous vous demandons d'avoir confiance dans la politique dont vous avez été les initiateurs. Nous vous demandons de ne pas être les fossoyeurs de l'Europe et les fossoyeurs de l'Occident. Nous vous demandons d'être les leaders de l'Europe et de l'Occident.

PUBLICATIONS

du MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIALISTE POUR LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Points de vue sur l'enseignement Européen.

Résolutions et textes des journées d'études des 14 et 15 juin 1952. Brochure illustrée, 44 pages in-8°, franco 100 fr.

Nous avons choisi l'Europe.

Brochure illustrée, 24 pages 100 fr.

Les Travailleurs devant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Brochure 28 pages 100 fr.

M.D.S.E.U.E., 19, rue de Lille, Paris.

« GAUCHE EUROPEENNE »

Publication mensuelle éditée sous les auspices du

MOUVEMENT SOCIALISTE POUR LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Comité de Direction : Hermann L. BRILL, Allemagne. Hubert CLEMENT, Luxembourg. Fernand DEHOUSSE, Belgique. Bob EDWARDS, Angleterre. Jean FOHRMANN, Luxembourg. Van der Goes Van NATERS, Pays-Bas. Gérard JAQUET, France. André PHILIP, France. Paul-Henri SPAAK, Belgique. Koos VORRINK, Pays-Bas. Mario ZAGARI, Italie. Zygmunt ZAREMBA, Pays de l'Est. John van Nes ZIEGLER, Allemagne.

Rédacteur en chef : Henri GIRONELLA

Gérant : Jacques ROBIN.

Prix du numéro 80 fr.
Abonnement : France : 6 mois, 360 fr., 1 an .. 700 fr.
» Etranger, 1 an 1.000 fr.
» de soutien, 1 an 1.000 fr.

« GAUCHE EUROPEENNE »

18, rue d'Enghien, Paris-X^e.